

2 Politique

Législatives à venir/CLR

Cyrille Ona candidat dans le Ntem

LLIM

Libreville/Gabon

Ce dernier, ancien fervent militant du Parti démocratique gabonais (PDG) en France, vient d'adhérer au Centre des libéraux réformateurs (CLR) de Jean-Boniface Assélé. Il défendra donc les couleurs de cette formation politique membre de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence qui soutient le président Ali Bongo Ondimba. C'est du moins ce qui ressort de la sortie, samedi dernier, du leader du CLR.

AU cours d'une conférence de presse organisée samedi dernier, au Cabaret des artistes, dans le 5e arrondissement de la commune de Libreville, le président du Centre des libéraux réformateurs (CLR),



Photo : LLIM

Cyrille Ona (g) aux côtés du président du CLR, Jean Boniface Assélé.

Jean-Boniface Assélé, a remis la carte d'adhésion à son parti au nouvel arrivant, Cyrille Ona, ancien militant actif du Parti démocratique gabonais (PDG) en France.

Occasion pendant laquelle ce dernier a fait sa déclaration portant sur deux points : le premier portait sur son départ du Parti démocratique gabonais (PDG) pour rejoindre le CLR et le second sur sa candidature aux prochaines Législatives, pour le compte du canton Mveze Ntem 1, district de Meyo-Kye. C'était en présence de plusieurs cadres du CLR et de certains ressortissants de sa localité qui ont ef-

fectué le déplacement.

Cyrille Ona, reprenant Jacques Chirac, ancien président français, a introduit son propos en ces termes : "Le changement est la loi de la vie humaine, il ne faut pas en avoir peur". Ajoutant que son départ du PDG n'altère en rien son soutien indéfectible à la vision politique du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Expliquant enfin ses motivations, il a indiqué ceci : "A l'issue du Congrès de décembre 2017, j'espérais une réelle et profonde mutation dans la gestion du PDG. Attaché à la philosophie de la régénération et la revitalisation, c'était l'occasion de donner un

souffle nouveau aux organes de ce parti (...). Après plusieurs mois d'attente aucun signal n'a été envoyé aux organes du parti basés à l'extérieur du pays et surtout aucune réponse aux sollicitations de ces derniers".

Pour l'ancien porte-parole de la fédération PDG-France, son choix s'est tourné naturellement vers le CLR car, dira-t-il, "cette formation politique met le militant au cœur de toutes ses décisions".

Non sans souligner : "Aujourd'hui, c'est sans amertume, ni esprit revancharde que je décide de rendre ma carte de membre (PDG), et de me mettre au service d'une formation politique où j'ai le sentiment que la voix du militant compte pour le développement du pays".

C'est donc sur une démarche républicaine alliant "Dialogue et Concertation" que compte s'inscrire le candidat de Mveze Ntem 1, district Meyo-Kye. "C'est la démocratie participative à laquelle nous croyons", a conclu Cyrille Ona.

Sommet CEEAC-CEDEAO

Ali Bongo Ondimba attendu à Lomé

Le Président de la République, Son Excellence Ali Bongo Ondimba, est attendu ce lundi à Lomé, au Togo où il prendra part au premier Sommet conjoint des chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), sur la paix, la sécurité, la radicalisation et l'extrémisme violent.

Cette rencontre sera notamment consacrée à la prise d'engagements et à la mise en place d'une alliance qui permettra de mutualiser les efforts et développer des synergies afin de relever ensemble les défis sécuritaires auxquels sont confrontés les deux organisations.

Rappelons qu'en sa qualité de président en exercice de la CEEAC, Ali Bongo Ondimba n'a ménagé aucun effort pour la recherche de solutions aux conflits dans la sous-région et à la lutte contre le terrorisme. Dans cette optique, la récente tournée dans la sous-région de S.E Ali Bongo Ondimba avait pour objectif de mobiliser davantage les différents Etats membres en vue de renforcer la lutte contre le terrorisme, la solidarité, la sécurité et la coopération.

Par ailleurs, le Gabon a abrité en mars dernier la 5e session du Conseil des ministres du Conseil de paix et de sécurité d'Afrique centrale (COPAX). A l'issue de cette réunion, les dirigeants d'Afrique centrale avaient décidé d'apporter une réponse collective en unissant leurs efforts et leurs moyens. Le chef de l'Etat avait également rappelé la nécessité pour les différents gouvernements de la sous-région de travailler davantage en synergie face à une menace terroriste de plus en plus grandissante.

Prendront part à ce sommet, les vingt-six chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC et de la CEDEAO, les partenaires et bailleurs de fonds, notamment la Banque mondiale, la CEMAC, l'Union africaine, Le PNUD, l'Union européenne, l'UEMOA et la Banque de développement

BDP/1er siège du 6e arrondissement de Libreville

Paskhal Nkoulou candidat

LLIM

Libreville/Gabon

JE suis candidat à la députation au 1er siège du 6e arrondissement de Libreville". C'est le principal message que Paskhal Nkoulou, président du Bloc démocratique populaire (BDP), parti de la Majorité sociale et républicaine pour l'émergence (MRSE), a souhaité passer, samedi dernier,

aux riverains du quartier Bambouchine-Montalier, à Nzenge-Ayong.

Cette déclaration a été faite à la résidence du chef de quartier, Jeannette Mayombo. Elle intervient après plusieurs rencontres du même genre, dans quelques autres des seize quartiers de ladite circonscription politico-administrative.

L'heure n'était pas encore à la campagne électorale, mais l'homme, dans une démarche

pédagogique, a tenu à rappeler aux siens le rôle d'un député. Mieux, il a esquissé son action, une fois élu. Paskhal Nkoulou a expliqué qu'il s'attellera à la réorganisation et à la revalorisation des quartiers dans le dispositif de gestion de la cité ; à la médiation ; et tout naturellement au vote des lois et au contrôle de l'action du gouvernement.

Sur la réorganisation des quartiers par exemple, le président du BDP souhaite l'ins-

tauration des Conseils de quartier. Lesquels, chapeautés par les chefs de quartiers et des notables, permettront "d'associer les populations aux processus de prise de décisions".

Une démarche toute indiquée pour ce siège. "Déficitaires en infrastructures de base (routes, eau, etc.), et dont des revendications coordonnées, citoyennes et républicaines, ne seraient pas de trop", a-t-il dit.



Photo : LLIM

M. Nkoulou, échangeant avec les populations du 1er siège dans le 6e arrondissement.

La Semaine

Vers un rétro pédalage ?

DISONS d'entrée que la présente chronique sera essentiellement consacrée à la conférence de presse du ministre Ali Akbar Onanga Y'Obégué, en charge de la Fonction publique, de la Modernisation du Service public, de la Réforme de l'Etat. Une rencontre avec les représentants de la presse nationale et internationale qui a porté sur le bilan (provisoire ?) de l'opération de mise sous bons de caisse des agents de l'Etat de la province de l'Estuaire.

Mais avant d'aborder ce sujet, soulignons toutefois que plusieurs autres événements ont marqué la semaine qui s'est achevée hier. Sur ce registre on peut citer pêle-mêle : la participation du président de la République, Ali Bongo Ondimba, au 10e sommet des BRICS qui s'est tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) ; la réunion du Conseil des ministres ; la conférence de presse du président du CLR, Jean-Boniface Assélé, au cours de laquelle il a officialisé l'adhésion au CLR de Cyrille Ona, ancien militant engagé du PDG en France ; le meeting à Libreville du président malien "IBK", candidat à sa succession à la présidence du Mali ; le verdict du procès à la Cour

criminelle spéciale de deux cadres des Douanes dont un ancien directeur général, Alain Ndjoubi Ossamy, pour ne pas le citer, tous désormais libres.

Sans oublier la rencontre entre la ministre d'Etat Denise Mekame'ne (Santé) et le syndicat des médecins fonctionnaires du Gabon (Symefoga) sur la dette de la Cnamgs vis-à-vis des hôpitaux publics ; et la sortie de la Cosynap dont le président a interpellé le gouvernement pour qu'il paye ladite dette. Ajoutons à ces événements la déclaration de la "Plate-forme des 41", entendus partis de l'opposition qui ont demandé au Centre gabonais des Elections (CGE) de communiquer, enfin, les dates des prochaines Législatives attendues depuis décembre 2016 et plusieurs fois reportées...

L'autre événement à retenir : le réaménagement du gouvernement qui a vu Julien Nkoghe Bekale atterrir à la tête du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle à la place d'Arnauld Calixte Engandji Alandji muté au ministère de l'Egalité des chances, Jeunesse, en charge des Gabonais de l'étranger ; pendant que Carmen

Ndaot et Estelle Ondo prennent respectivement les ministères de Petites et Moyennes entreprises et de l'Artisanat ; et celui de l'Industrie, de l'entrepreneuriat national et de la Décennie de la Femme. Cette initiative inattendue a naturellement suscité des commentaires divers...

De la conférence de presse du ministre de la Fonction publique

Jeudi dernier, Ali Akbar Onanga Y'Obégué, dont on doit reconnaître le mérite de communiquer régulièrement sur les mesures gouvernementales visant la réduction du train de vie de l'Etat, était encore face à la presse. Cette fois, il s'agissait pour lui de faire le bilan de l'opération de mise sous bons de caisse des agents de l'Etat exerçant dans la province de l'Estuaire. Ils sont au total 42 120 agents (au lieu de 50 000 comme préalablement annoncés) qui étaient concernés par l'opération. Même si certains ont trouvé inopportune cette initiative, estimant que ladite opération n'était pas encore totalement bouclée, compte-tenu des cas de réclamations enregistrés...

Qu'à cela ne tienne, on retiendra de l'exposé du membre du gouverne-

ment que 35 503 bons de caisse ont été distribués. 6 617 bons n'ont pas été retirés.

Dans l'ensemble, si le ministre de la Fonction publique s'est tout de même satisfait du déroulement de l'opération, il s'est toutefois dit "choqué et insatisfait de ces résultats qui sont biaisés par la complaisance, la légèreté et des pratiques blâmables de certains responsables de l'administration chargés de délivrer les documents exigés lors de cette opération". Non sans annoncer que les auteurs de ces manquements ne resteront pas impunis. De même, à partir du mois d'août les agents publics seront soumis, a-t-il prévenu, au système de pointage à travers des listes d'émargement dont les contours déclinés par le conférencier font plutôt penser à un vaste programme. D'ailleurs, d'aucuns doutent déjà de l'efficacité d'une telle pratique...

Au terme de cette première phase de l'application des mesures gouvernementales, nombre d'observateurs ont fait un constat : plusieurs autres mesures annoncées comme applicables dans l'immédiat ne l'ont pas été. Au point où certains parlent déjà, à tort ou à raison, d'un rétro-

pédalage du gouvernement. Ils évoquent par exemple la décote de 5 à 15 % sur certains salaires qui finalement n'a pas été effective cette fin du mois de juillet, sans qu'on sache quand interviendra-t-elle.

Dans le même ordre d'idées, on se demande si les agents des forces de sécurité et de défense seront définitivement exclus de l'opération de mise sous bons de caisse et pourquoi ? Tout comme, quand interviendra le tour des autres provinces ? Quand sera publiée la liste des agences supprimées ? Le silence règne toujours sur ces mesures.

En attendant le début des rencontres entre le gouvernement et les syndicats, dont la date, non plus, n'est pas encore connue, plusieurs centrales syndicales maintiennent la pression sur l'équipe "Issoze Ngondet III". Certaines ne manquent d'ailleurs pas de crier victoire au regard des hésitations du gouvernement dans la mise en application de certaines mesures.

La question est de savoir si le gouvernement a une autre alternatives que de mettre en application ses mesures ? Dans tous les cas, le FMI et les autres partenaires du Gabon l'observent.